

L'extraction de diamants à grande échelle au Lesotho : analyse de son impact sur les communautés riveraines

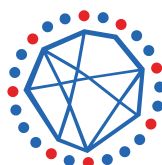
Résumé exécutif



Maluti Community Development Forum (MCDF)

Décembre 2021

Enquête de terrain sur l'impact local de l'exploitation minière des diamants



KIMBERLEY
PROCESS
CIVIL SOCIETY
COALITION

Résumé exécutif

Ce rapport fournit l'analyse des résultats de l'enquête de terrain menée dans 19 villages situés à proximité d'exploitations minières industrielles de diamants au Lesotho. L'objectif de l'étude consistait à prendre connaissance des perceptions des communautés locales à l'égard de l'exploitation à grande échelle du diamant dans le pays ainsi qu'à répertorier les impacts qui y sont associés. MCDF a estimé qu'il était nécessaire de mener cette enquête pour sensibiliser les parties prenantes aux impacts positifs et négatifs des processus d'exploitation des compagnies minières sur les communautés riveraines et, par conséquent, recommander des procédures pouvant garantir un approvisionnement en minerais plus responsable.

Sur une période de deux mois, les enquêteurs issus de la société civile ont recueilli des observations dans 19 villages situés à proximité de sociétés minières de diamants dans le district de Mokhotlong (Letseng Phuthalichaba, Maloraneng, Paeleaitlhatsoa, Ha Seema, Lichecheng, Patising), le district de Butha-Buthe (Ramosoeu, Shishila, Nokeng, Kaonyana Matebeleng, Kaonyana Maloseng, Lephatoane, Lihloahloeng, Nokeng, Porenki, Shishila, Khutloseaja) et le district de Mafeteng (Mohale, Nkhabu, Petlane et Ramakhoanya). Cette étude a pour but d'**analyser les impacts positifs et négatifs sur les communautés affectées par l'extraction de diamants**, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales où se déroulent les activités d'exploitation minière.

L'étude montre que la pollution de l'environnement et l'absence de retombées positives, telles que l'emploi, sont les principaux problèmes observés dans les communautés des zones d'extraction de diamants au Lesotho. Il a été constaté que 46% des personnes interrogées sont affectées par des fissures dans leurs maisons et 43% par la pollution liée à la poussière générée par les explosions des opérations minières. Quarante pour cent des personnes interrogées vivant en aval de la mine de Letseng ont fait état de problèmes de pollution de l'eau. Des niveaux alarmants de nitrate y ont été détectés dans des échantillons d'eau prélevés à proximité des sites de stockage des résidus miniers à Letseng et dans le village de Maloraneng. Selon nos données, dans 7 des 19 villages (37%), la qualité de l'eau disponible est mauvaise à très mauvaise, ce qui la rend impropre à la consommation.

Les communautés se sont également plaintes de l'insuffisance des opportunités d'emploi et des avantages liés à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) fournis par les industries minières diamantaires. Les compagnies minières offrent rarement de contrats de travail permanents aux membres des communautés riveraines et sous-traitent la plupart des travaux à des personnes extérieures à la région. Bien que les entreprises fournissent des avantages RSE tels que des passerelles, des sources d'eau et des colis alimentaires aux communautés environnantes, ces avantages ne sont pas considérés comme répondant aux besoins fondamentaux des communautés. Pour prévenir la mise en place d'activités de RSE non pertinentes et non bénéfiques, il est recommandé aux entreprises minières de prévoir une consultation approfondie des communautés et d'obtenir un consentement préalable libre et informé dans le cadre de leurs interactions et de leur communication avec les communautés. Nous recommandons également au gouvernement d'élaborer un cadre réglementaire visant à guider les interactions entre l'industrie minière et les communautés locales. La résolution des conflits, la consultation des communautés, le monitoring et la responsabilité sociale des entreprises devraient être incluses dans cette réglementation. De cette façon, la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'Homme et d'environnement pourrait bénéficier d'une avancée nécessaire. Ceci se traduirait par un respect et une protection accrue des droits fondamentaux de tous les citoyens du Lesotho.



Le Maluti Community Development Forum (MCDF) a été fondé en 2013 par des citoyens du district de Mokhotlong au Lesotho. Le MCDF est un porte-parole des communautés marginalisées au sein des zones minières du Lesotho. Le Forum vise principalement les communautés affectées par l'exploitation des richesses du pays telles que l'extraction de diamants, les ressources en eau (zones humides), l'extraction du grès, le réchauffement climatique, l'énergie et l'agriculture.

Contexte : Ce rapport fait partie d'un projet de recherche panafricain plus vaste, intitulé Enquêtes de terrain sur l'impact local de l'exploitation minière des diamants, qui a été mené dans huit pays africains par dix organisations africaines membres de la coalition de la société civile du processus de Kimberley. Les huit rapports nationaux visent à étudier certains des impacts de l'exploitation artisanale et à petite échelle des diamants au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, en République de Guinée, au Sierra Leone et au Zimbabwe, ainsi que l'impact de l'exploitation industrielle des diamants au Lesotho.

La version complète des rapports peut être lue et téléchargée sur <https://www.kpcivilsociety.org/fr/publications-2/publications-from-the-coalition/enquetes-de-terrain-sur-limpact-local-de-lexploitation-miniére-des-diamants/>



Cette étude a été réalisée avec les conseils et le soutien technique de la Coalition de la société civile du Processus de Kimberley (CSC PK). La CSC PK est l'organisation faîtière qui agit en tant qu'observateur du Processus de Kimberley (PK) au nom de la société civile. La plupart des membres de la coalition sont basés en Afrique, le plus grand continent producteur de diamants au monde. Représentant les communautés touchées par l'extraction et le commerce des diamants, les membres s'efforcent d'améliorer la gouvernance du secteur du diamant dans leur pays d'origine. L'expertise locale et régionale de la coalition nous permet de surveiller l'approvisionnement responsable en diamants sur le terrain et d'exprimer le point de vue des citoyens sur le secteur du diamant dans les forums nationaux, régionaux et internationaux. La coalition comprend des représentants du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la République de Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Liberia, du Lesotho, de la Sierra Leone, du Zimbabwe et de la Belgique.



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne à la société civile du processus de Kimberley. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.